



COMMUNIQUE DE PRESSE
29 août 2017

Mobilisation record contre le projet de mine industrielle Montagne d'or : le gouvernement français doit répondre

Guyane - Le Collectif Or de Question, avec le soutien de plusieurs organisations nationales et internationales a, grâce à un formulaire de participation en ligne, déposé **7.613 avis auprès du commissaire enquêteur** entre l'ouverture de la procédure d'enquête publique, le 29 juin et sa clôture, le 25 août dernier pour faire barrage au méga projet de mine industrielle Montagne d'or en Guyane. Le Collectif Or de question et les organisations de soutien attendent une réponse des pouvoirs publics et réclament l'abandon du projet.

Une enquête publique indissociable du projet Montagne d'or

Cette procédure d'enquête publique concernait la demande d'autorisation de travaux miniers d'exploitation d'or secondaire par la compagnie minière Montagne d'Or, sur la concession Paul Isnard, lieu-dit Boeuf Mort.

Pour les associations, cette exploitation "satellite" est indissociable du projet de méga-mine d'or sur le site Montagne d'Or. Porté par le consortium russo-canadien NordGold (société russe détenue par le milliardaire Alexei Mordashov) et Columbus Gold Canada, il s'agit d'un gigantesque projet d'extraction d'or dans la forêt amazonienne de Guyane. Si les autorisations pour ce mégaprojet venaient à être délivrées, ce serait la plus grande mine d'or à ciel ouvert jamais exploitée en France consommant 20% des capacités énergétiques de Guyane.

7. 613 personnes mobilisées en un temps record, en Guyane et en métropole

Le Collectif Or de question et les associations nationales de soutien sont parvenues à mobiliser **7.613 opposants** au projet par le biais d'un [formulaire numérique](#). En Guyane, les habitants de Cayenne (252 avis déposés), de Remire Montjoly (197 avis déposés) et de Saint-Laurent du Maroni (170 avis déposés) ont été les plus mobilisés. La mobilisation est grandissante depuis que le conseil des chefs coutumiers s'est exprimé majoritairement contre le projet Montagne d'or le 9 août.

La métropole se mobilise également puisque 87% des avis déposés l'ont été par des résidents de France métropolitaine. Les opposants au projet ont démontré qu'ils ont le soutien des Français et Françaises de l'autre côté de l'Atlantique. Le succès rencontré par la mobilisation du Collectif Or de question, relayé entre autre sur la plateforme internationale Sauvons la forêt, confirme que la question de l'industrialisation de l'activité minière en Guyane n'est pas une problématique locale mais mondiale, qui concerne non seulement les Guyanais et les Guyanaises mais aussi les habitants de toute la planète.

« Il s'agit d'une lutte politique refusant l'accaparement extractiviste des terres et réclamant la mise en œuvre de mesures économiques, sociales et environnementales durables », déclarent

les porte-parole du Collectif Or de question.

Forte inquiétude des habitants et demande d'un débat public

Les promesses formulées par le dirigeant de la société concernée, M. Rock Lefrancois, n'ont pas su convaincre les opposants au projet. 86% des personnes qui se sont exprimées s'inquiètent fortement des impacts environnementaux du projet et considèrent que la mine d'or va « *défigurer les terres de Guyane par la déforestation, avoir un impact considérable sur l'eau, la faune et la flore* ». Elles considèrent qu'aucune retombée économique et sociale n'est à attendre du projet de méga mine d'or (55% des avis déposés).

La moitié des avis déposés réclament la tenue d'un débat public sur l'autorisation de travaux miniers d'exploitation sur la concession Paul Isnard, lieu-dit Boeuf Mort, au même titre que pour la demande d'exploitation de la méga-mine, puisque les deux projets sont indissociables. Pour les porte-parole du Collectif Or de question, « *les citoyens doivent être informés en toute transparence des enjeux réels de ces droits d'exploitation consentis à la compagnie minière Montagne d'or* ».

Les organisations demandent une réponse du gouvernement à la hauteur des enjeux posés par Montagne d'or

Le Collectif Or de question ainsi que les associations partenaires réclament aujourd'hui l'abandon de ce projet. Le silence gardé par le gouvernement est assourdissant au regard des enjeux environnementaux, climatiques, économiques, sanitaires et sociaux que représente ce projet de mine industrielle.

Il est temps de passer des grandes déclarations politiques aux actes : s'engager pour la protection de la biodiversité et le respect des engagements de la France au travers de l'accord de Paris, et répondre enfin aux revendications exprimées par les Guyanais et Guyanaises pour le développement de leur région.

Contacts presse :

Guyane :

Harry Hodebourg, porte-parole : 06 94 90 90 73

Nora Stephenson, porte-parole : 06 94 26 52 26

Eléonore Johannes, porte-parole : 06 94 41 24 25

France :

Patrick Monier, porte-parole : 05 55 89 13 88

Camille Dechambre, chargée des relations presse à France-Libertés : 01 53 25 10 47

Ce communiqué est co-signé par le Collectif *Or de Question* et des organisations nationales.

Or de question est un collectif citoyen opposé aux projets industriels d'exploitation minière, apolitique et non violent, représentant 25 organisations guyanaises avec un même objectif, à savoir, s'opposer à l'implantation de la méga-industrie minière internationale en Guyane.

Organisations nationales en soutien : [France Libertés - Fondation Danielle Mitterrand](#), [Sauvons la forêt](#), [Ingénieurs sans frontières - Systèmes Extractifs et Environnements - ISF SystExt](#), [Nature Rights](#), [Planète Amazonie](#) et [la Ligue des droits de l'Homme](#).

